

PUBLICATION D'UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL

Tout pour changer son nom

Par Meriem Ouyahia

Quand on s'appelle Madame Kaka ou Monsieur Boukhris, décliner son identité peut parfois poser quelques petits soucis. Dur, dur de porter des noms loin d'être communs ou, pire encore, injurieux. Parmi ces familles, plusieurs ont fait le choix de changer de nom patronymique.

Tel un boulet, le nom de famille est parfois lourd à porter. Lorsqu'il est assimilé à un personnage connu, cela passe. C'est lorsqu'il a une consonance peu commune que cela peut porter des préjudices psychologiques. S'appeler Boual, Rekhissa ou encore Boukhris n'est pas réjouissant et loin d'être commode. «Je me souviens d'une élève qui portait le nom de Boukhenouna. Elle se faisait très discrète et dès qu'il y avait des disputes entre camarades, elle en prenait pour son nom», raconte Nadia. Et d'ajouter : «Les enfants sont sans pitié entre eux. L'âge ingrat !» Meriem, pour sa part, avait eu comme camarade de classe un Latrache : «C'était clair, dès qu'il était concerné par une altercation, la première boutade était : T'es sourd ou

quoi !» «Ma fille a été complexée juste par son prénom qui n'est pas très à la mode.. Dès son premier jour d'école, elle s'est attribué un autre prénom, je ne l'ai su que bien plus tard. Alors que dire quand il s'agit d'un nom de famille», relève, de son côté, Aldja, une fonctionnaire maman de Fulla.

Les anecdotes de ce type sont légion dans notre société. Et pour y parer, les parents, ne voulant pas que leurs progénitures souffrent autant qu'eux, entament les démarches de changement de nom.

Après avoir dit adieu aux noms de famille «Haloufa», «Serdouk», «Djadja» ou encore «Kouaret», un autre décret présidentiel a été publié le 21 novembre dernier portant changement de nom.

Dans ce décret, les membres d'une même famille des wilayas de Annaba et El-Tarf ont rectifié leur patronyme en Souha, un autre nom de famille indécent de la wilaya de Chlef a été modifié pour celui de Zidour, les Gahgouhi de la wilaya de Laghouat ont opté pour le nom Toumi et les Boual de la wilaya de Ghardaïa porteront dorénavant le nom de Ahmadi.

Ces familles pour pouvoir changer de nom et avoir en quelque sorte une seconde naissance ont suivi une procédure prévue à cet effet.

Changer de nom : toute une procédure

Chaque personne ayant atteint l'âge de la majorité légale (19 ans) peut présenter au ministre de la Justice, garde des Sceaux, une demande de changement de nom pour des motifs sérieux et objectifs, tels que le fait d'avoir un nom ignominieux, obscène ou à consonance étrangère.

A la réception de la convocation concernant sa demande, il s'engage devant le magistrat près le tribunal dans le ressort duquel est situé son lieu de résidence que sa demande de changement de nom ne vise pas à dissimuler une identité suspecte. Selon les informations fournies sur le site Internet du ministère de la Justice, le changement de patronyme doit obligatoirement faire l'objet d'une publicité pour vérifier l'éventualité d'une opposition, et ce, dans un délai de six mois.

Le tiers peut, par le biais d'une lettre adressée au ministre de la Justice, garde des Sceaux, former opposition durant cette période à compter de la date de publication de l'annonce dans les journaux quotidiens. A l'expiration de ce délai, les dossiers complets sont soumis à une commission interministérielle composée de représentants des ministères de la Justice, de l'Intérieur et des

Collectivités locales, laquelle commission est chargée aussi d'examiner les oppositions formées par les tiers à l'encontre de l'auteur de la demande.

Le changement de nom s'effectue pour les personnes dont les demandes sont recevables, en vertu d'un décret présidentiel promulgué par le président de la République, et publié au *Journal officiel*. Par la suite, il est procédé à la rectification des états civils (naissance et mariage) du porteur du nouveau patronyme (nom) et de ses enfants à la demande du procureur de la République dans le ressort duquel se trouve le lieu de naissance de l'intéressé.

Selon le département de Tayeb Belaïz, en quatre ans, des dizaines de décrets présidentiels comportant 1 243 nouveaux noms de famille ont été signés et publiés au *Journal officiel*. 17 autres décrets présidentiels concernant 1 930 nouveaux noms de famille sont prêts et seront soumis prochainement au président de la République pour signature.

Ces dernières années, les services des juridictions compétentes ont procédé au changement de plus de 3 700 noms de famille, des patronymes considérés comme injurieux par les concernés et qui étaient imposés par l'administration coloniale.

Un petit cours d'histoire

Après plusieurs tentatives infructueuses (en 1854 et 1873), c'est la loi du 23 mars 1882 votée à l'Assemblée française qui rend obligatoire, pour l'ensemble de la population indigène d'Algérie, l'inscription à l'état civil des actes de mariage, de naissance, de décès et d'un nom patronymique. A l'exception notable des populations des régions du Sud qui avaient gardé leurs noms d'origine. Tous les Algériens devaient adopter un patronyme, et ce, pour faciliter leur identification par l'administration coloniale.

Auparavant, les familles étaient désignées par le prénom du patriarche. Dans son one man show, Fellag décrit fort bien la procédure de désignation des noms de famille par l'administration coloniale. Au «pif», peut-on résumer la démarche ! C'est de cette façon que des noms patronymiques ont été attribués en déformant volontairement ou intentionnellement des noms originels. Cela s'est traduit par des noms de famille des plus singuliers.

Les administrateurs qui attribuaient les noms se basaient, selon les historiens, sur la toponymie des lieux, les métiers ou dans le répertoire de noms d'éléments naturels, de plantes et d'animaux.

M. O.

CONTRIBUTION

Hommage à Gérard de Bernis

Par Ahcène Amarouche*

Gérard de Bernis vient de nous quitter après avoir vécu ses dernières années en retrait du monde. Sa vie intellectuelle a été d'une extraordinaire richesse et tous les économistes algériens des générations post-indépendance lui sont redevables à un titre ou à un autre. Certains ont eu le bonheur de suivre ses cours en DEA ou en licence d'économie à Alger, où il a enseigné durant trois années avant la réforme de 1971, d'autres ont soutenu à Grenoble, sous sa direction, leur thèse de doctorat.

La plupart n'ont pas eu la chance de le connaître autrement que par ses écrits, en se familiarisant dès la deuxième année de licence aux théories du commerce international sur le monumental *Traité des relations économiques internationales* publié aux éditions Dalloz, qu'il a hérité de Maurice Byé et qu'il n'a cessé d'enrichir durant de nombreuses années. C'est dans ce traité que s'amorçait déjà, en la forme d'une critique radicale des théories orthodoxes, la nouvelle approche de l'économie qui prendra le nom de «théorie de la régulation» dont Gérard de Bernis fut le précurseur et qui, aujourd'hui, se développe selon deux tendances aux différences marquées : l'école dite de Grenoble, menée par de Bernis justement et l'école dite de Paris, menée par Boyer, Aglietta, etc.

Elève de François Perroux (dont le parcours intellectuel le rattache aux plus illustres économistes du XX^e siècle – Joseph Schumpeter fut son directeur de thèse – tout en s'en différenciant par la touche humaniste de sa pensée toute chrétienne), Gérard de Bernis a emprunté au maître l'idée que, en

situation de sous-développement, la croissance pouvait être tirée par des secteurs porteurs animés d'une dynamique propre à même d'exercer des effets d'entraînement sur le reste de l'économie.

La thèse de F. Perroux, partagée par les théoriciens (notamment latino-américains) de l'économie du développement encore balbutiante dans les années 1940-1950, était on ne peut plus hétérodoxe, puisqu'elle heurtait de front la théorie dominante de l'équilibre général, peu soucieuse de conformer ses hypothèses à la réalité.

De Bernis reprit donc à Perroux l'idée de pôles de croissance en l'adaptant, selon le principe qui lui était cher de mise en situation de la théorie, à une réalité nouvelle, à lui offerte par l'accession à l'indépendance politique de l'Algérie et par la volonté affichée des autorités algériennes de sortir le pays de la dépendance économique vis-à-vis de l'ancienne métropole et par delà vis-à-vis de l'impérialisme alors fragilisé par la montée des mouvements de libération nationale partout dans le monde.

Il fut un observateur attentif des réalités de l'Algérie indépendante. Ayant travaillé avec Sid-Ahmed Ghazali sur la question du pétrole et du gaz, il fut amené à s'intéresser, en qualité de conseiller économique auprès du ministre de l'Industrie, à ce qu'il appelle les options algériennes.

Il avait su traduire en théorie la stratégie algérienne de développement qu'il avait caractérisée en des termes forts au point de marquer la pensée économique ultérieure sur le développement. Dans un article resté mémorable publié dans la revue *Tiers Monde*, il ne s'était pas contenté d'énoncer les principes à la base de la stratégie algérienne

de développement (SAD) devenue un modèle pour les pays nouvellement indépendants : il en indiquait les présupposés politiques : modifier en profondeur les liens de dépendance à l'égard de l'extérieur. Mais c'est sur le plan conceptuel que cet article fondateur était d'un apport original.

L'auteur définissait la cohérence de la structure industrielle à mettre en place comme «une matrice interindustrielle noircie, c'est-à-dire dont les différents secteurs sont interreliés entre eux par leurs inputs et leurs outputs, ce qui implique la production de biens d'équipement et de produits intermédiaires destinés à une consommation productive interne» (page 547). En dépit des faiblesses caractérisées de la stratégie algérienne de développement (SAD) apparue au grand jour dès la fin des années 1970 (faiblesses qui se manifestaient en particulier dans la non-prise en compte des infrastructures économiques dont le rail), un système productif a vu le jour en la forme de grandes entreprises publiques sectorielles, réalisant en moins de dix ans un noircissement quasi systématique de la matrice interindustrielle au sens où l'entendait de Bernis.

Bien qu'il n'ait pas eu la possibilité d'entrevoir les effets pervers du financement par les hydrocarbures des projets industriels en grand nombre dans la réalisation desquels le pays s'était engagé (ces effets ne s'étant manifestés que lors du second choc pétrolier survenu à la fin des années 1970), de Bernis avait déjà pointé du doigt les risques de dérive pouvant naître de l'emballlement de la dette extérieure comme source de financement des investissements à long délai de maturation. Mais ainsi qu'il le dit lui-

même dans une de ses conférences à l'adresse des juristes algériens et français réunis à Nice les 19 et 20 décembre 1998, c'était là l'occasion pour «certains groupes sociaux algériens d'en profiter pour assurer leur enrichissement personnel».

Ces mêmes groupes sociaux, profitant du décès du président Boumediène, mirent en accusation la stratégie algérienne de développement avant même que celle-ci ait eu le temps de produire ses effets dans «l'entière économie», ainsi que le laissait présager l'analyse de Bernis. Ils décidèrent d'une restructuration organique et financière des grandes entreprises publiques sectorielles qui n'a pas consisté seulement à les démembrer selon une logique économique nouvelle dont on pouvait comprendre à la rigueur les mobiles (mettre fin au gigantisme de ces entreprises et créer en leurs lieux et places des entreprises à dimension humaine plus faciles à gérer compte tenu de la faiblesse de l'encadrement technique et administratif) : ils prirent sur eux de dissocier les fonctions de production et de commercialisation d'une même entreprise, ouvrant ainsi la voie à la création de rentes d'autant plus importantes qu'ils organisaient les pénuries des produits pour alimenter le marché parallèle tout en asséchant les finances des unités de production en leur imposant des prix de cession ne couvrant même pas leurs coûts de production.

Ils leur fut aisé, par la suite, d'accuser les entreprises publiques de production d'être inefficaces – après leur avoir au demeurant imposé de réaliser des objectifs d'emploi dépassant de loin leurs capacités d'absorption de la main-d'œuvre. Plus tard, un ministre de la République toujours en poste n'a

pas trouvé mieux que de qualifier de quinquillerie ce qui restait d'opérationnel des énormes investissements industriels de toute une décennie. Mais il fut bien incapable de définir même à grands traits une nouvelle politique industrielle dont il a organisé à grands frais les assises en 2006, ne sachant à l'évidence pas que toute politique industrielle s'inscrit dans «un environnement localisé et daté» (dixit de Bernis).

Aujourd'hui, et après qu'on soit manifestement revenu des dérives d'un libéralisme débridé qui a mis à genou l'économie de l'Algérie en dépit de l'aisance financière du pays, on renoue avec une forme de patriotisme économique de convenance – la survie de l'économie du pays dépendant plus que jamais des importations laissées d'ailleurs à l'initiative d'opérateurs qui ne soucient guère que de «leur enrichissement personnel».

Il est évidemment trop tard pour revenir à la stratégie industrielle de l'Algérie des années 1970. Même en associant le secteur privé à la réémergence d'un système productif moribond, l'environnement économique mondial ne se prête plus à la remise au goût du jour d'une politique de développement autocentrée telle que la concevait de Bernis et les décideurs de l'Algérie des années 1970. Mais si l'on prenait soin de conditionner l'enrichissement personnel par la contribution à l'effort productif, peut-être l'Algérie retrouvera-t-elle une place digne dans le concert des nations qui vivent et se développent sur leur génie créatif. Le tout est de savoir prendre la mesure d'un environnement localisé et daté pour parler comme de Bernis.

A. A.

* Universitaire